

L'Europe de la défense : en recul, en progrès ou au point mort ?

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SÉD)

L'Union européenne (UE) réalise parfois des avancées dans les domaines de la sécurité et de la défense. En matière de mobilité militaire, par exemple, la Commission européenne et le Haut Représentant (HR) de l'UE ont constaté le 19 octobre des progrès significatifs depuis juin 2019.

Les 27 investissent plus pour adapter les infrastructures de transport aux besoins militaires. Le nouveau formulaire UE 302 simplifie les procédures douanières pour les forces armées. La directive sur la TVA garantit l'égalité de l'OTAN et de l'UE pour la taxation des dépenses de défense. C'est appréciable par rapport aux 70 années d'impuissance de l'OTAN dans ce domaine, mais cela reste dérisoire par rapport à ce qu'il faudrait pour protéger l'Europe en ces temps troublés, d'autant plus que dans d'autres domaines liés à la sécurité et à la défense, l'UE stagne ou régresse. En effet, l'unification du marché européen des biens et services de défense ne progresse pas depuis plus de 10 ans⁽¹⁾ et la désunion politique caractérise l'Europe d'aujourd'hui. Les trop faibles capacités militaires des États européens et leur manque de volonté les rendent incapables à maintenir ou à rétablir la paix et la sécurité. Les terroristes islamistes ont donc repris leurs frappes, en France et en Autriche. Les tensions se multiplient en Méditerranée, au Sahel, dans les Balkans occidentaux. La guerre fait rage au Haut-Karabagh.

Négliger sa défense conduit tôt ou tard à la catastrophe

Face à l'Azerbaïdjan, les Arméniens comptaient depuis 25 ans sur un soutien russe alors que, dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité collective, la Russie ne s'est pas engagée à défendre le Haut-Karabagh, mais seulement la République d'Arménie. M. Poutine a plaidé pour l'arrêt des combats à la télévision russe dès le 21 octobre, soulignant que le nombre de morts atteignait environ 2.000, des deux côtés. Le nombre total des tués s'approchait alors de 5.000. En outre, des dizaines de milliers de soldats et de nombreux civils ont été blessés et/ou traumatisés. Pour obtenir la fin des combats au Nagorno-Karabagh, M. Poutine a mis la pression sur M. Erdogan dans le nord-ouest de la Syrie, où l'armée turque disposait de douze postes d'observation acquis en 2017. Depuis février 2020, huit de ces postes ont été encerclés par les forces gouvernementales syriennes, qui reprennent le contrôle de la province d'Idlib, avec l'aide des Russes. Leur ravitaillement a été interrompu le 19 octobre, obligeant leur reddition.⁽²⁾

Depuis, la prise de Chouchi, qui domine Stepanakert, a rendu la capitale du Haut-Karabagh indéfendable et la coupure du corridor de Latchine a empêché de ravitailler convenablement le Haut-Karabagh depuis l'Arménie.⁽³⁾ Un accord de cessez-le-feu est intervenu le 9 novembre, dont le respect sera surveillé par une force russe de 1.960 soldats, pendant cinq ans. Les deux camps ont commencé à échanger les prisonniers et les morts, des garde-frontières russes assurent la réouverture des voies de communication. Le succès diplomatique russe ne doit pas occulter le fait que l'Azerbaïdjan a pu reprendre par la force une grande partie des territoires perdus en 1994. Cela pourrait faire évoluer divers conflits gelés vers des épreuves de force : déjà l'Ukraine semble vouloir acquiescer des drones de combat de fabrication turque, qui viennent de démontrer leur redoutable efficacité.

Les Arméniens auraient dû réaliser qu'un secours russe n'est pas plus probable pour les alliés de la Fédération de Russie qu'un secours américain pour les États membres de l'OTAN. Ils auraient dû savoir que les intérêts des puissances priment sur les alliances. Ils auraient dû prendre en main leur sécurité et leur défense. Nos dirigeants devraient en tirer les leçons et ne pas attendre, comme M. Juncker, la retraite pour le faire. L'ancien président de la Commission européenne, a constaté récemment⁽⁴⁾ qu'un tiers de l'aviation militaire allemande ne fonctionne pas, que la moitié des hélicoptères allemands ne volent pas, que les chars allemands ne fonctionnent pas comme ils devraient le faire, alors que c'est loin d'être nouveau.

Le Haut-Karabagh, banc de test des formes de combat futures

La guerre civile d'Espagne a permis aux nazis d'expérimenter le Blitzkrieg. Le conflit en cours au Caucase met au jour que les nouvelles technologies ont fait évoluer les tactiques. L'armée turque, au début de 2020, a utilisé dans le nord de la Syrie des drones pour des missions de renseignement, de surveillance, de reconnaissance, d'acquisition d'objectifs, d'identification de cibles et d'évaluation des effets des tirs d'artillerie

et de roquettes. L'armée russe fait de même avec ses drones Orlan-10.⁽⁵⁾ L'armée azerbaïdjanaise en a tiré les leçons. Elle combine l'artillerie et les lance-roquettes avec les drones dans le Haut-Karabagh.⁽⁶⁾ Faute de défenses anti-aériennes et anti-drones, sans moyens de guerre électronique adéquats, les unités terrestres arméniennes sont très vulnérables. Elles auraient perdu 175 véhicules blindés dans des attaques de drones.⁽⁷⁾ On estime à 60 les systèmes 9K33 OSA, 9K35 Strela et S-300 de défense aérienne de fabrication russe perdus par les forces arméniennes.⁽⁸⁾ Les drones israéliens Harop utilisés par les forces azerbaïdjanaises ont une grande autonomie, ils détectent les émissions radar, ils tirent des munitions intelligentes.⁽⁹⁾

Il est urgent qu'en Europe on réalise qu'en cas d'attaque turque sur la Thrace bulgare, les îles grecques ou la République de Chypre, les forces occidentales seraient frappées avec la même efficacité brutale. Il faut sans délai prendre les mesures dissuasives pour maintenir la paix face à un impérialisme turc revivifié. Les Suédois l'ont compris, ils vont augmenter les dépenses militaires d'environ 40 % au cours des cinq prochaines années et doubler le nombre de personnes enrôlées dans ses forces armées. Les Finlandais aussi, ils vont renouveler leur aviation de combat. La Norvège réactive sa base sous-marine d'Olavsvern face à Moursmansk. Mais ces initiatives disparates ne vont pas changer la donne au niveau de l'Europe. Celle-ci ne doit pas nécessairement dépenser plus, elle doit dépenser mieux.

Les bienfaits d'une bonne gouvernance

Après avoir été, dans les premières semaines de la pandémie, le pays le plus touché par le virus après la Chine, la Corée du Sud, grâce à des mesures d'hygiène et de quarantaine strictes, a réussi à maîtriser la pandémie sans imposer de confinement. Ayant tiré les leçons de l'épidémie de syndrome respiratoire du Moyen-Orient (MERS) de 2015, le gouvernement sud-coréen a mis en place le traçage de l'origine des contaminations, tout en protégeant les données personnelles et en empêchant des abus de pouvoir des autorités administratives et policières. Sa communication, cohérente et simple, a responsabilisé la population. Les entreprises pharmaceutiques ont mis au point des tests de dépistage permettant de mesurer la diffusion du virus. La Corée du Sud comptait 476 décès du Covid-19 au 6 novembre, pour 51 millions d'habitants.

Au Japon, face à la dégradation de la situation, l'état d'urgence a été déclaré début avril. La population a été incitée au port du masque, à la distanciation physique, à l'hygiène des mains, au télétravail et au confinement volontaire. La prise de température et la désinfection des mains ont été imposées à l'entrée des commerces et des établissements publics. Le Japon a cherché à circonvier les foyers et à les isoler. Il s'est également fermé à l'étranger. Cela a permis la levée de l'état d'urgence fin mai. Le Japon comptait 1.794 morts du Covid-19 au 6 novembre, pour 126 millions d'habitants.

Au Sud-Est asiatique, le sens des responsabilités individuelles et collectives a joué un rôle essentiel pour limiter la contagion. Japonais et Coréens sont éduqués depuis l'enfance à ne pas gêner les autres et à respecter les mesures d'hygiène : dès l'école primaire, les élèves apprennent à faire le ménage dans les salles de classe et à ramasser les déchets aux environs de l'école ; et le temps de nettoyage fait partie du programme scolaire quotidien. Adultes, ils participent souvent au nettoyage des rues, sans que les autorités aient à mettre en place des campagnes de communication. Le souci de propreté dans les deux pays relève de la responsabilité individuelle, mais aussi collective, au point de nourrir un sentiment de culpabilité chez ceux qui n'ont pas pris les précautions nécessaires. La pression sociale à se conformer à ce que l'autre attend de soi (et que soi-même on attend de l'autre) n'est pas ressentie comme une atteinte à l'individualité de chacun, mais comme une obligation de la vie en communauté.⁽¹⁰⁾

La lutte contre le terrorisme islamiste : on peut mieux faire, en Europe !

L'incapacité des dirigeants des États membres de l'UE à éliminer le terrorisme islamiste est à nouveau apparue au grand jour en France et en Autriche. A cause du laxisme et du mode défaillant de gouvernance de nos dirigeants, nos libertés, de penser, d'expression, d'enseigner, d'opinion religieuse et philosophique sont en danger. Même si les policiers, les forces de sécurité intérieure et de renseignement, les magistrats, les élus, les enseignants font pour la plupart leur devoir et souvent bien plus, l'obscurantisme et la violence frappent quand et où ils le veulent, car nos États sont divisés et leurs moyens sont totalement insuffisants pour faire face. Ce qu'il faut, c'est s'unir dans une Europe fédérale pour disposer notamment d'un FBI européen.

Une utopie s'est réalisée le 8 octobre !

Dans ce contexte tragique, les progrès que l'Europe réalise dans les domaines de la sécurité et de la défense apparaissent comme dérisoires, mais il faut néanmoins se réjouir que l'avion de transport tactique et stratégique Airbus A400M n° MSN104 ait été récemment livré à Séville par Airbus à l'Armée luxembourgeoise.⁽¹¹⁾ Immatriculé n° CT-01, piloté par un officier luxembourgeois, le commandant de bord étant de nationalité belge, il a atterri le 8 octobre 2020 à l'aéroport de Luxembourg, puis, escorté par deux F-16 belges, il a rejoint la base militaire de Melsbroek, qui utilise les pistes de l'aéroport de Bruxelles-National.⁽¹²⁾

L'A400M luxembourgeois est le premier à pourvoir au remplacement des avions de transport tactique C-130-H du 15^{ème} Wing belge. Sept A400M belges le rejoindront d'ici 2023, dont deux en janvier 2021, afin de constituer une escadrille belgo-luxembourgeoise. Celle-ci sera mise en œuvre par l'European Air Transport Command (EATC), pour soutenir des opérations nationales et internationales.

Ainsi se concrétise une utopie que l'ancien ministre de la Défense belge André Flahaut et moi avons conçue en 1999, lorsque nous avons pris nos fonctions respectives rue Lambertmont, lui au Cabinet Défense et moi dans son Secrétariat administratif et technique. Nous avons voulu passer du projet de Future Large Aircraft, élaboré au début des années 1990 par l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et la Belgique, ainsi que par la Turquie, à une commande ferme à l'industrie européenne. L'appel d'offres lancé en 2000 a été remporté par Airbus, puis l'Italie s'est retirée, elle a été remplacée par le Luxembourg. Le contrat a été paraphé en 2001 et signé en 2003, entre d'une part une société espagnole regroupant Airbus, l'espagnole CASA, la turque TAI et la belge FLABEL et d'autre part l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement (OCCAR), mandaté par les huit États acheteurs.

Le rôle de l'OCCAR

L'OCCAR, créé par la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie le 12 novembre 1996, pour gérer une douzaine de programmes d'armement, n'a été opérationnel qu'en janvier 2001. La Belgique est devenue son cinquième membre en 2003 grâce à sa participation au programme A400M, l'Espagne a rejoint en 2005 au même motif. L'OCCAR a innové en matière de retour économique des commandes de défense en recherchant un équilibre sur plusieurs années et sur plusieurs programmes, et non plus au cas par cas, malgré les tentatives des États membres de soutenir leur industrie lors de chaque commande. Il recherche l'efficacité des dépenses de défense et la compétitivité de la base industrielle et technologique de défense européenne. Les programmes gérés par l'OCCAR totalisent 73 milliards €, dont 30 pour l'A400M. Ils vont des radars au sous-marin, en passant par les blindés et les hélicoptères. L'OCCAR travaille pour ses États membres, pour des États participants, pour la Commission européenne et pour l'Agence européenne de défense (AED), notamment sur la radio sécurisée ESSOR, le système d'imagerie spatiale MUSIS et le drone de moyenne altitude et de longue endurance RPAS.

Du renforcement de la coopération militaire belgo-luxembourgeoise ...

La Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg coopèrent de longue date en matière de défense. Citons, outre l'A400M, la formation d'officiers luxembourgeois par l'École royale militaire depuis 1935, la participation d'un bataillon belgo-luxembourgeois à la guerre de Corée, la police de l'Air luxembourgeoise,

assurée par la Force aérienne belge, les télécommunications par satellite, les drones tactiques, l'appui au Service de déminage de l'Armée luxembourgeoise, les différents détachements binationaux participant à des missions au profit de l'ONU, de l'OTAN ou de l'UE, la formation professionnelle, l'appui luxembourgeois à la Belgique en matière d'insertion dans l'architecture informatique de l'OTAN pour la collecte d'information et de renseignements, l'acquisition par la Belgique de matériel (des véhicules aux masques à gaz), etc.

... à une défense européenne ?

À aucun moment, la mise en place d'un État fédéral «BELUX» n'a été envisagée par les gouvernements belges et luxembourgeois successifs. L'absence d'unité de commandement politico-militaire qui en découle entraîne un équipement des militaires belges et luxembourgeois en grande partie différent, alors qu'ils doivent très souvent opérer ensemble... L'escadrille de transport belgo-luxembourgeoise ne sera donc pas l'embryon d'une Défense européenne, ni l'amorce d'une armée européenne. Créer celles-ci requiert un État fédéral européen, ce que l'UE ne peut devenir : ses traités fondateurs en font une association d'États souverains. Celle-ci est incapable et ceux-ci sont devenus incapables d'assurer notre protection dans quelque domaine que ce soit...

1) Le rapport de Kris Peeters sur l'application de la directive 2009/81/CE concernant les marchés publics dans les domaines de la défense et de la sécurité et de la directive 2009/43/CE concernant le transfert de produits liés à la défense est éloquent à cet égard. Voir Isabelle Ioannides, «EU Defence Package: Defence Procurement and Intra-Community Transfers Directives», European Parliamentary Research Service, octobre 2020, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/654171/EPRS_STUD\(2020\)654171_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2020/654171/EPRS_STUD(2020)654171_EN.pdf)

2) Marie Jégo, «Poutine et Erdogan se jaugent au Haut-Karabakh et en Syrie» in Le Monde, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/24/poutine-et-erdogan-se-jaugent-au-haut-karabakh-et-en-syrie_6057244_3210.html, 24/10/2020.

3) Michael Kofman & Leonid Nersisyan, «The second Nagorno-Karabakh war, two weeks in», War On The Rocks 14 October 2020.

4) Isabelle Marchais, «Entretien exclusif avec Jean-Claude Juncker : L'Europe est une puissance mondiale qui s'ignore» in Entretiens d'Europe n° 100, Fondation Robert Schuman, 19 octobre 2020 <https://www.robert-schuman.eu/fr/entretiens-d-europe/0100-entretiens-exclusif-avec-jean-claude-juncker-l-europe-est-une-puissance-mondiale-qui-s-ignore>

5) Samuel Cranmy-Evans, «Russia integrates Orlan-10 into 255 formations for increased lethality», James 23 March 2020 <https://www.james.com/defence-news/news-detail/russia-integrates-orlan-10-into-255-formations-for-increased-lethality>

6) «Video of artillery shelling of the enemy headquarters and infrastructure during the night battles», Ministry of Defence of the Republic of Azerbaijan, 8 October 2020

<https://mod.gov.az/en/news/video-of-artillery-shelling-of-the-enemy-head-quarters-and-infrastructure-during-the-night-battles-video-32762.html>

7) «The Fight For Nagorno-Karabakh: Documenting Losses on The Sides Of Armenia and Azerbaijan», Oryx 27 September 2020 <https://www.oryxspioenkop.com/2020/09/the-fight-for-nagorno-karabakh.html>

8) «Armenian S-300 Being Destroyed by Azerbaijan Drone IAI Harop Isreal», 11 October 2020 <https://www.youtube.com/watch?v=JaLeYemgJc>

9) Dr. Can Kasapoglu, «Five key military takeaways from Azerbaijani-Armenian war «in Anadolu Agency, 30 October 2020 <https://www.ana.com.tr/en/analysis/analysis-five-key-military-takeaways-from-azerbaijani-armenian-war/2024430>

10) Philippe Mesmer, Philippe Pons, «Lutte contre le Covid-19 : les leçons sud-coréenne et japonaise» in Le Monde, 19 octobre 2020, https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/19/lutte-contre-le-covid-19-les-lecons-sud-coréenne-et-japonaise_6066519_3232.html

11) Cet avion coûte 130 millions €. 174 exemplaires ont été commandés. Opérationnel depuis 2013, il a une vitesse de croisière de 780 km/h et un rayon d'action de 8.500 km à vide. Il peut emporter 37 tonnes à 4.500 km. Conçu au début des années 1950, le C-130-H peut emporter 17 tonnes à 3.600 km. Il coûte une soixantaine de millions et a été vendu à plus de 1.500 exemplaires. La principale cause de retard du programme A400M a été la décision de confier sa motorisation, non à Pratt & Whitney Canada, mais au consortium Europrop International GmbH qui groupe MTU Aero Engines, Safran Aircraft Engines, Rolls-Royce et Industria de Turbo Propulsores (ITP Aero). Son turbopropulseur TP 400-D6 est le plus puissant au monde, mais la mise au point de sa boîte de vitesse fut très laborieuse.

12) «First Arrival of Airbus A400M Atlas of Belgium-Luxembourg Air Transport Unit at Melsbroek 4K UIHD», 10 October 2020 <https://www.youtube.com/watch?v=D9fMebneqg>

Banque et assurance :

Renouvellement des conventions collectives pour 2021-2023

Les conventions collectives actuelles pour les secteurs de la banque et de l'assurance ont été négociées en 2018 et sont applicables pour les années 2018, 2019 et 2020.

A l'initiative de l'ALEBA (syndicat de la place financière de Luxembourg), l'ABBL (Association des Banques et Banquiers, Luxembourg) et l'ACA (Association des Compagnies d'Assurance et Réassurance) ont accepté en principe et sous réserve de la ratification par leurs membres, respectifs, de signer un accord portant sur les années 2021 - 2023 pour leurs secteurs.

Les accords tiennent compte du climat économique actuel. Les points essentiels sont :

- Secteur bancaire : les parties ont convenu de renoncer à une augmentation de salaire en 2021 tout en maintenant une enveloppe de 1% par année sera pré-

vue pour 2022 et 2023.

- Secteur de l'assurance : les parties se sont engagées à maintenir une prime de conjoncture identique à celle de 2020 pour les années 2021, 2022 et 2023. La prime extraordinaire pour les employés du secteur sera également conservée.

- L'investissement dans le développement des compétences et l'employabilité reste une priorité élevée pour l'ABBL et l'ACA, c'est pourquoi les conditions globales de formation prévues dans les accords sont maintenues en ce compris en 2021 la valorisation de l'acquisition des compétences pour les salariés qui rejoignent le secteur bancaire.

- À la demande de l'ALEBA, les accords seront modifiés pour clarifier les droits des salariés de plus de 50 ans et harmoniser ainsi son application dans l'ensemble du secteur financier.

Toutes les autres dispositions de l'actuelle convention restent inchangées.